

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Extrait des délibérations de la séance du 18 avril 2019

Sous la présidence de M. Stéphane Troussel, la Commission Permanente s'est assemblée au lieu ordinaire de ses séances.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Troussel, M. Guiraud, Mme Derkaoui, M. Bedreddine, Mme Grosbois, M. Constant, Mme Valls, M. Sadi, M. Molossi, M. Laporte, M. Grandin, Mme Coppi, M. Monany, Mme Maroun, M. Prudhomme, Mme Saïd-Anzum

ÉTAIENT EXCUSÉS :

Mme Abomangoli donnant pouvoir à M. Troussel
Mme Thibault donnant pouvoir à M. Molossi
Mme Labbé donnant pouvoir à M. Sadi

ÉTAIENT ABSENTS :

Mme Capanema, M. Hanotin, M. Taïbi, Mme Laroche, M. Bluteau, Mme Cerrigone, M. Hervé, Mme Valleton, M. Chevreau, Mme Lagarde



Délibération n° 01-01 du 18 avril 2019

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES – MARCHÉ DE TRAVAUX D'ÉTANCHÉITÉ SUR LES BÂTIMENTS DÉPARTEMENTAUX.

La commission permanente du conseil départemental,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération du conseil départemental n° 2015-IV-15 du 2 avril 2015 lui donnant délégation,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,

Vu le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

Vu le budget départemental,

Sur le rapport du président du conseil départemental,

après en avoir délibéré,

- DÉCIDE, en application des articles 66 à 68 du décret susvisé, le lancement d'une consultation sous la forme d'un appel d'offres ouvert pour la passation d'un accord-cadre multi-attributaires à bons de commande et marchés subséquents, fractionnés à bons de commande (articles 78 à 80 du décret précité) pour des travaux d'étanchéité sur les bâtiments départementaux, d'une durée de quatre ans avec des seuils fixés à un minimum de 200 000 € HT par titulaire, soit 240 000 € TTC, et à un montant maximum de 6 500 000 € HT pour l'ensemble des titulaires, soit 7 800 000 € TTC ;

- APPROUVE les termes du dossier de consultation des entreprises ;



- AUTORISE M. le président du conseil départemental à signer, au nom et pour le compte du Département, les marchés correspondants.

Pour le président du conseil départemental
et par délégation,

Adopté à l'unanimité : ✓	Adopté à la majorité :	Voix contre : 0	Abstentions : 0
Date d'affichage du présent acte, le		Date de notification du présent acte, le	Certifie que le présent acte est devenu exécutoire le

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.